Frédéric Vandenberghe

Institut de philosophie et sciences sociales

Université Fédérale de Rio de Janeiro

Courriel : fredericvdbrio@gmail.com

**Crise de la légitimité dans la post-colonie. Analyse de l’effondrement systémique du Brésil contemporain**

**Frédéric Vandenberghe[[1]](#footnote-1)**

**Résumé**

*L’article présente une analyse systémique de l’effondrement du Brésil sous Bolsonaro. Tout en transposant l’analyse habermassienne de la crise de légitimité vers la post-colonie, l’article suit le déploiement temporel des crises (économique, politique, institutionnelle, militaire, sécuritaire, écologique, sanitaire et militaire) et montre comment le monde de la vie s’est progressivement transformé en monde de la mort.*

Je travaille au Brésil depuis 2003, mais je ne travaille pas sur le Brésil, et je ne suis certainement pas un brésilianiste. Je travaille sur la théorie sociale d’origine européenne (française, allemande et anglo-saxonne) et en confrontant les théories sociologiques à un contexte excentrique comme le Brésil, je les soumets à une destruction contrôlée qui révèle leurs présupposés conceptuels. Je les démonte et je les remonte. Quitte à les tordre et à les retourner, je n’essaie pas tant de « déprovincialiser » les théories que de les « reprovincialiser ». En haute théorie comme en haute couture, il faut travailler sur mesure.

Lévi-Strauss en a fait l’expérience. Le Brésil est « bon pour penser ». Il défait nos théories et défie la compréhension. Les transformations sociales, culturelles et politiques y sont plus rapides et plus brusques qu’ailleurs. « En 20 minutes, tout peut changer » (slogan de la Radio Band News). Depuis 2013, le Brésil est entré dans une phase de turbulence. Le long cycle de la transition démocratique, de la nouvelle Constitution de 1988 et de la consolidation démocratique, est arrivé à sa fin avec le coup d’Etat médiatico-parlementaire de 2016 qui a destitué la présidente élue Dilma Rousseff. Les élections présidentielles de 2018 qui ont amené Jair Messias Bolsonaro, un candidat de l’extrême droite, au pouvoir, ont accéléré la dégradation du pays. L’arrivée de la pandémie au Brésil a encore radicalisé l’instabilité et l’incertitude. Désormais, tout peut arriver – y compris le pire.

La conjoncture est « fluide » (Dobry, 1992), pour ne pas dire gazeuse et explosive. En quelques années, le paradis tropical s’est transformé en enfer. Le pays qui était encore jusqu’à peu le phare et l’espoir de la gauche mondiale est devenu un « Etat voyou » – plus proche de la Russie, de l’Inde et du Venezuela que de la Hongrie ou de la Pologne – avec les Etats-Unis au milieu du continuum populiste. Tandis que les autres pays ont eu besoin d’une décennie ou plus pour arriver où ils sont, au Brésil, avec son régime présidentiel à l’américaine, on a avancé à pas de charge. Rapidement, on est passé de la menace populiste à l’autoritarisme. Officiellement, nous sommes toujours une démocratie. Le démontage insidieux de l’Etat de droit et les attaques incessantes contre les intermédiations institutionnelles (le Tribunal Suprême Fédéral, le Congrès, la presse) nous rapproche, cependant, d’une « démocrature ». La pandémie et le coronascepticisme officiel ont révélé et potentialisé l’autoritarisme - à tel point qu’au moment de l’écriture (fin mai 2020), on ne peut même pas exclure la possibilité de la fermeture du Congrès et du Tribunal Suprême Fédéral (STF), le retour à la dictature, voire même le déclenchement d’une guerre civile.

Pour comprendre comment on en est arrivé là, je vais d’abord présenter une chronique des événements marquants qui ont conduit la Nouvelle République à sa fin (1). Ensuite, dans le reste de l’article, je vais utiliser et actualiser l’analyse Habermassienne de la crise de légitimité pour montrer comment la perturbation s’est répandue du système au monde vécu (2). En adaptant le slogan de l’ANT – « suivre les acteurs » (Latour, 1987)– , pour les besoins de la démonstration, je suivrai les crises dans leur déploiement temporel. De la crise économique et politique sous le second gouvernement de Dilma Rousseff (2015-2016), via la crise institutionnelle et sécuritaire sous le gouvernement par intérim de Michel Temer (2016-2018), jusqu’à l’hypercrise sous le gouvernement de Jair Bolsonaro (2019-2020). L’application d’un modèle d’analyse européen dans le contexte d’une post-colonie à la dérive ne révèle pas tant les limites conceptuelles d’une théorie démocratique. Au contraire, elle nous permet de jauger la gravité de la situation. A défaut d’une progression morale et politique vers le socialisme démocratique, c’est une régression organisée vers un néofascisme excentrique qui nous guette.

1) Fin de la Nouvelle République

Pourtant, depuis le retour à la démocratie en 1988 et la victoire du président Luiz Inácio Lula da Silva Lula (connu populairement comme « Lula ») en 2002, le Brésil était rapidement passé d’un pays du tiers-monde à un pays émergent à l’avant-garde des BRICS (qui ont, d‘ailleurs, notons-le, tous basculé dans l’autoritarisme). La démocratie paraissait stable, l’économie florissante, le peuple tranquille (Vidal, 2016). Avec plein emploi, le pays vivait ses Trente Glorieuses. La découverte des réserves de pétrole était la garantie que ça puisse durer. En Amérique Latine, la gauche était hégémonique. Alors que les pays voisins optaient pour la Révolution bolivarienne, le Parti des Travailleurs (PT) avait choisi la voie de la social-démocratie et d’un « réformisme faible » (Singer, 2012). La misère extrême éradiquée, avec 20.000.000 de personnes sortant de la pauvreté, le programme *Fome Zero* (Faim Zéro) se transformait progressivement en *Bolsa Familia* (Bourse Famille), la politique phare d’assistance aux pauvres. Les politiques de redistribution diminuaient les inégalités et une nouvelle classe moyenne (la classe C et D) entrait en scène. La politique néodéveloppementiste combinait la régulation économique avec un capitalisme d’Etat qui cherchait à stimuler la croissance par la consommation et le crédit (et, donc, aussi la dette) et à intégrer le peuple à la société par une politique électorale. Les droits de l’homme et du citoyen, ainsi que ceux des minorités (les Noirs, les femmes, les LGBT et les peuples indigènes), étaient soutenus par des politiques publiques, à tel point que des critiques à gauche y voyaient une cooptation des mouvements sociaux par le gouvernement. Le Forum Social Mondial de Porto Alegre, le budget participatif et les Conférences nationales montraient un pays en mouvement radicalement démocratique et populaire.

Puis, assez soudainement, le système est entré en convulsion.[[2]](#footnote-2) En 2013, le pays a été secoué par des manifestations de masse (Maricato et al, 2013). Les jeunes ont vécu une « révolution impossible ». Les « journées de Juin » qui avaient commencées par une protestation contre l’augmentation du prix des tickets de bus, organisée par des collectifs progressistes, ont fracturé la gauche. Le conflit avait des allures générationnelles, avec les jeunes qui défendaient des positions anarcho-communistes (y compris les « Black Blocks ») et les vieux qui campaient sur des positions traditionnelles, plus proches du Parti des Travailleurs (PT). Peu à peu, les mobilisations ont été récupérées par la droite. Comme ailleurs, le printemps Brésilien s’est transformé en un hiver rude.

Alors que la droite n’était pas sortie dans la rue depuis le coup d’Etat de 1964, elle ne l’a plus quittée depuis 2013 avec une capacité de mobilisation fulgurante. Des millions de gens ordinaires, vêtus du maillot officiel de l’équipe de football, arborant le beau drapeau vert-jaune, se retrouvaient dans les rues pour chanter l’hymne national. Les élections de 2014 ont reconduit la présidente Dilma Rouseff au pouvoir, mais les résultats ont été contestés par Aécio Neves, mauvais perdant et corrompu sur le tas, signalant une radicalisation de la droite libérale et une « américanisation de l’opposition » (Avritzer, 2016 : 113). La coupe du monde en 2014 n’a rien apporté et s’était d’ailleurs terminée sur une victoire humiliante de 7 à 1 de l’équipe nationale contre l’Allemagne.

Décomplexée par la révélation de corruption en série de la Petrobras et des principales entreprises de construction du Brésil, mobilisée par des groupes libéraux-libertaires, conservateurs-réactionnaires et nationalistes-militaristes de l’opposition extra-parlementaire, la droite prend les rues pour protester contre la corruption. Contre la « bande de voleurs » au pouvoir, elle clame son soutien au juge Sérgio Moro. La crise des *subprimes* qui avait englouti les Etats-Unis et l’Europe, mais épargné le Brésil, est arrivée en 2015 avec une force redoublée. En 2016, dans un spectacle désolant de médiocrité, la présidente Dilma Rousseff est destituée, non pas à cause de malversations financières, mais à cause d’une manœuvre fiscale que tous les chefs d’Etat antérieurs avaient également pratiquée. La gauche crie au coup d’Etat (Jinkings et al., 2016), alors que la droite insiste que tout se passe en respectant la lettre, si ce n’est l’esprit de la constitution. Son vice Michel Temer assume la présidence. La « nouvelle république » (1988-2016) touche à sa fin.

À peine terminés les Jeux Olympiques, le pays s’installe dans une crise durable et d’envergure dont elle ne sortira plus. Le système devient instable. En 2018, le président Lula, candidat favori aux élections présidentielles, est envoyé en prison. En octobre, Jair Bolsonaro, un député fédéral marginal d’extrême droite, connu pour ses déclarations outrancières, est élu au second tour avec 58.000.000 de voix, soit 55 pour cent des votes valides. Ce n’était pas prévu. Les élites économiques, les partis politiques de droite, les médias, les évangélistes s’étaient lancés dans une campagne contre le Parti des Travailleurs, mais avec l’élection ils ont perdu le contrôle d’un processus qu’ils avaient eux-mêmes initié.

Le premier janvier 2019, Jair Bolsonaro assume le pouvoir, s’entoure de militaires et commence à exécuter les promesses de sa campagne politique: détruire les système existant, chasser les communistes, armer le peuple, défendre les valeurs morales de la famille et de la patrie, débureaucratiser l’Etat et libéraliser l’économie, tout ça au nom de Dieu. La révolution conservatrice avance et, comme autrefois, elle avance par la radicalisation et la polarisation des esprits. Bolsonaro ne cherche pas le consensus, mais la confrontation permanente. Il refuse tout arrangement et tout compromis. Il n’a pas d’adversaires, il n’a que des ennemis. S’il recule, ce n’est que pour mieux avancer. Il provoque sans relâche et fabrique une crise après l’autre.

Des idéologues sont au pouvoir. Les ministres de l’environnement, de l’éducation, des droits humains, des affaires étrangères sont des activistes et des provocateurs en costume, proches de Olavo de Carvalho, le Steve Bannon brésilien. Ses trois fils, tout aussi trublions fascistes que lui, occupent des postes politique importants (respectivement conseiller municipal, député et sénateur) et ont des liens notoires avec des milices paramilitaires. Sur Internet, ils animent des brigades fascistes, disséminent la haine et insufflent la révolte contre tout ce qui limite le pouvoir de l’exécutif. La crise est tellement grave qu’elle prend une dimension internationale. D’abord, avec les incendies de la forêt amazonienne. Ensuite, avec la pandémie. En pleine crise sanitaire, Bolsonaro nie la gravité du coronavirus, sabote activement le confinement et sème la mort. Comme dans un film d’horreur, on vit la dystopie réalisée. La seule issue passe désormais par l’aéroport.

2. Crise de légitimation dans la post-colonie

En prenant un peu de distance des événements marquants (la révolte de 2013, la destitution de la présidente Dilma Rousseff en 2016 et l’élection de Jair Bolsonaro en 2018) du feuilleton politique brésilien, je vais maintenant essayer d’intégrer l’analyse de la conjoncture dans une théorie des crises du système.[[3]](#footnote-3) Je vais reprendre à cette fin l’analyse que Jürgen Habermas (1973) avait proposée dans son ouvrage sur les problèmes de légitimité dans le capitalisme (Legitimationsprobleme *im Spätkapitalismus*). Il va de soi que le grand philosophe ne pouvait guère imaginer à l’époque l’émergence du néo-libéralisme et encore moins les pathologies des contre-démocraties populistes dans les post-colonies en temps de pandémie. Sans entrer dans une discussion plus technique de l’actualité et des limites du modèle du jeune Habermas (Brunkhorst, 2012, Streeck, 2013, Fraser, 2015), je l’utiliserai librement pour reconstruire la séquence des crises et montrer comment elles se sont progressivement déplacées du système au monde vécu. Je suivrai le déroulement temporel des crises (économique, politique, institutionnelle, militaire, sécuritaire, écologique, sanitaire et militaire) qui, ensemble, configurent une « tempête parfaite ».

a) Crise économique :

Jusqu’en 2015, le Brésil avait échappé aux séquelles de la crise financière de 2007-2008. Suite à l’effondrement des prix des matières premières et du baril de pétrole, le pays est, cependant, entré dans la récession économique la plus longue et la plus profonde de son histoire. Face à la rétraction assez soudaine de la conjoncture, et en réponse à la « grève des investissements » par les patrons de l’industrie et la pression des marchés, la présidente Dilma Rousseff a abandonné la politique développementiste qu’elle avait pourtant promise de suivre pendant son second mandat pour implémenter une politique nettement plus libérale (Singer, 2018). Ça n’a pas marché, et cela d’autant moins que la mise en accusation des plus grosses corporations (Petrobras, mais aussi les entreprises de construction comme Odebrecht et OAS entre autres) pour corruption commençait à atteindre les fondements de l’économie.

Suite à la destitution de la présidente Dilma Rousseff, le gouvernement Temer a imposé une politique néo-libérale assez radicale. Sans appui de la population, suspect de malversations, le président par intérim a cherché l’appui des marchés et gouverné non seulement sans, mais aussi contre le peuple. Ainsi, il a inscrit l’austérité dans la constitution - avec des plafonds automatiques pour les dépenses en éducation et la santé pour les prochaines 20 années ! En récompensant financièrement les membres du législatif pour leur vote, il a également réussi à faire passer une réforme du travail qui a complètement changé le rapport de force entre le capital et le travail au profit du premier. La loi travail autorise la sous-traitance de toutes les activités sans exception, abolit la contribution obligatoire pour les syndicats, facilite les démissions, étend le travail intermittent à tous les secteurs, oblige les travailleurs à payer les frais de l’avocat de leur employeur s’ils perdent leur cause en justice, etc.

En nommant Paulo Guedes, un Chicago Boy qui a enseigné au Chili pendant la dictature de Pinochet, à la tête du « superministère » de l’économie (qui réunit les ministères de la planification, de l’industrie et du commerce), le gouvernement Bolsonaro ne continue pas seulement la politique néo-libérale du gouvernement Temer. Il indique clairement aux marchés qu’il poursuivra une politique de privatisations sans relâche et d’austérité sans pitié. Toutes les entreprises d’Etat, y compris les joyaux de la république, notamment la Petrobras, la quatrième plus grande entreprise du monde, seront ouvertes au capital étranger et vendues aux enchères. Tout en utilisant la crise économique comme un puissant levier de la « déconstruction administrative de l’Etat » (Bannon), le déficit budgétaire devient une véritable arme politique.

La radicalité des réformes passées (la retraite) et annoncées (administration et fiscalité), indique à mon avis qu’on est déjà sorti du néo-libéralisme classique. Si, à en croire Wendy Brown (2006), le « cauchemar américain » combine le néo-conservatisme et le néolibéralisme, le cauchemar brésilien conjugue le théoconservatisme et l’anarcho-capitalisme dans une révolution conservatrice qui cherche à en finir avec la démocratie sociale. La hargne à l’encontre des acquis sociaux et la méprise affichée de la démocratie révèlent une pointe de nihilisme qui vient tout droit de l’anarcho-capitalisme. Dans cette perspective, qu’on retrouve en toute clarté chez Nick Land (2012), ce Deleuzien anglais qui est passé à toute vitesse de l’accélérationisme au fascisme de l’*Alt-right*, le capitalisme et la démocratie sont incompatibles. Il faut choisir. Vue comme un système dégénératif de racket et de pillage qui, au lieu de protéger les forces vives contre les faibles, protège les faibles contre les forts, la démocratie n’a aucune valeur en soi. Autant l’abolir. Moins de démocratie, moins de redistribution et plus de croissance, voilà la formule du succès.

b) Crise politique :

La crise économique s’est déplacée du système économique au système politique qui, à son tour, a renforcé la crise économique. Le déclenchement d’une enquête judiciaire, dénommée « Opération Lava Jato » (Car Wash) et dirigée par le juge Sérgio Moro, a révélé une série de scandales de corruption et mis en lumière un mécanisme criminel tentaculaire au cœur de l’Etat brésilien.

L’indignation sélective des médias a jeté le soupçon sur le Parti des Travailleurs (Souza, 2016 et Grün, 2018). Dans les manifestations de droite, des poupées géantes de Lula en tenue de prisonnier étaient visibles de loin. Le juge Moro qui a persécuté et condamné Lula est devenu un héros populaire. Au Brésil, la corruption des élites est générale, historique et systémique (Avritzer et al., 2008). Elle touche tous les partis politiques à tous les niveaux. Du financement illégal des campagnes électorales jusqu’à l’enrichissement personnel des hommes politiques – avec des comptes en banque secrets en Suisse, de mallettes bourrées de billets de banque et des sacs remplis de diamants, on aura tout vu. Des personnalités de premier ordre, notamment des présidents de la République, des présidents du Sénat et de la Chambre des députés, des ministres et des gouverneurs d’Etat, ont été condamnées ou mises en accusation pour malversations de tout ordre. Tout indique que la destitution de la présidente Dilma Rousseff était motivée par une volonté d’arrêter « la saignée » de la classe politique et la persécution juridique de ses dirigeants.

Le gouvernement de Michel Temer qui a succédé à Dilma Rousseff était particulièrement maffieux. Piégé par un enregistrement compromettant dans lequel Temer donne son aval au dirigeant d’une multinationale de viande pour acheter le silence de l’ex-président de la Chambre des Députés Eduardo Cunha, a affaibli son gouvernement dès le début. Fini son mandat, il a été détenu, puis relâché. On attend sa condamnation. On estime que, sous son gouvernement, près de la moitié des sénateurs et des députés étaient impliqués dans des affaires de corruption.

C’est dans ce contexte d’une crise aigüe de légitimation qu’il faut comprendre la montée fulgurante de Jair Messias Bolsonaro. Comme tous les mouvements d’extrême droite qui l’ont précédés, la dénonciation de la corruption et la promesse d’en « finir avec tout ça » ont convaincu une partie de son électorat. Détruire la démocratie au nom d’un combat contre la corruption qui ronge le système est un classique des meneurs populistes. Comme tous les gouvernements d’extrême droite, le gouvernement de Bolsonaro pratique, stimule et nie la corruption. Protégé par son père, un de ses fils, Flávio, n’arrive pas à expliquer les emplois fictifs à l’assemblée de l’Etat de Rio de Janeiro et la distribution des salaires correspondants, y compris sur le compte de la première dame du Brésil. Ses investissements dans des appartements construits illégalement par les milices dans la banlieue de Rio de Janeiro sont suspects.

Alors même que Bolsonaro a surfé sur la vague de popularité de l’opération Lava Jato, il accapare les instances de contrôle de la corruption (le Ministère public, la police fédérale, le parquet financier, etc.). La démission de Sérgio Moro, l’ancien juge-justicier de Lula qui était devenu le ministre de la justice, montre que la lutte contre la corruption n’était que rhétorique de campagne. Les négociations avec le Grand Centre, un conglomérat formé par des petits partis dits « physiologiques », sans programme idéologique, mais toujours prêts à marchander, continue la vieille politique du donnant-donnant par de nouveaux moyens. La distribution de postes importants comme prébendes pour qu’ils le soutiennent en cas de d’impeachment renouvelle les scories du pouvoir patrimonial dans un contexte autoritaire.

c) Crise institutionnelle :

Avec Bolsonaro, nous sommes rapidement passés du populisme à l’autoritarisme. Il suffit de lire les livres les plus populaires sur le populisme pour voir que le Brésil remplit toutes les cases de la checklist (à l’exception du protectionnisme économique). On ne peut d’ailleurs pas s’empêcher de penser que la droite les a également lus, mais alors comme un manuel de déstabilisation de la démocratie libérale.

Dans *How Democracies Die*, Steven Levitsky et Daniel Ziblatt (2018) décrivent la pente de l’autoritarisme : rejet des règles élémentaires de la démocratie et de l’Etat de droit, transformation des adversaires en ennemis, intimidation de la presse, encouragement de la violence et liens avec des milices paramiliaires. Tous les fondamentaux sont là. Le président remet en cause la démocratie comme principe d’action politique, “trop lente pour la transformation voulue”, comme le dit son fils, insinuant qu’un coup d’Etat ferait l’affaire. En abusant de son pouvoir exécutif, Bolsonaro multiplie les ordonnances. En créant artificiellement une opposition contre son propre gouvernement, il incite ses acolytes à protester contre le Tribunal Suprême Fédéral et le Congrès. Il retire les subventions à la presse au nom d’une lutte contre les *fake news* qu’il pratique pourtant allègrement. Son gouvernement n’hésite plus à imposer la censure sur tout  ce qui porte atteinte à son image de la famille et de la moralité. Les provocations sans fin de Bolsonaro, ses fils et ses ministres cherchent à déstabiliser l’Etat de droit et à installer le chaos comme nouvelle normalité. Comme le disait le président : « Il faut détruire tout ce qui a été fait avant de pouvoir construire ».

Contrairement à ce qu’affirment les parties du centre, les institutions brésiliennes ne sont pas solides. Jusqu’à l’arrivée de la pandémie, le Tribunal Suprême Fédéral, le Congrès, la presse n’ont rien fait pour arrêter la montée aux extrêmes. Avant même les élections, le président du STF (Toffoli) pratiquait le négationnisme historique en parlant du « mouvement de 64 » pour se référer au coup d’Etat. Quand un peu plus tard, déjà élu, Bolsonaro en appelait à une commémoration de la dictature, la cour n’a pas bougé. Quand, en plein carnaval, il divulgue sur Facebook une vidéo obscène ou insulte une journaliste avec forte insinuation sexuelle, il n’est toujours pas mis en accusation pour entrave à la bienséance. Quand il ment comme un fasciste et prend des mesures qui enfreignent la constitution, il n’est pas inculpé pour crime de responsabilité. Quand un de ses fils et Paulo Guedes suggèrent un retour possible de la dictature (moyennant un nouvel Acte Institutionnel 5) en cas de révoltes, le congrès proteste, certes, mais ne tire toujours pas la ligne. Quand Bolsonaro descend, en pleine crise du Coronavirus, de la rampe du palais présidentiel pour saluer les putschistes qu’il a convoqués, le parlement proteste encore avec véhémence, mais ne prend aucune sanction formelle. A force de normaliser l’anormal, l’anomie et l’animal, on avance lentement vers la rupture constitutionnelle.

La presse quant à elle fait son travail, mais elle est sur la défensive. Comme Trump, Bolsonaro qualifie la presse d’ennemi du peuple (surtout quand elle égratigne sa famille) et la menace directement (en coupant les subventions d’Etat). Comme Trump toujours, il agresse les journalistes et fait des *lives* semi-improvisés sur Facebook. Or, quand Lula a été libéré de prison, la presse entière a aussitôt réactivé son anti-pétisme. S’il y avait des élections demain, malgré la chute de popularité vertigineuse du gouvernement, il est fort probable que Moro, Doria, Witzel ou un autre candidat de ligne dure soit élu. De toute façon, on ne sort du populisme que par deux voies – soit en s’enfonçant dans l’autoritarisme (Turquie, Inde), soit en retournant vers la normalité (les Etats-Unis ?). Au Brésil, la démocratie est en péril.

d) Crise sécuritaire

La cordialité et la violence sont deux caractéristiques culturelles complémentaires du Brésil. Si la première explique en partie l’absence de violence gratuite entre étrangers, la seconde apparaît bien comme un héritage de l’esclavage. De nos jours, la séparation entre la *casa-grande* (la maison du maître) et la *senzala* (les quartiers d’esclaves), classiquement décrite par Gilberto Freyre (1998), réapparaît et se reproduit comme une division entre les quartiers chics (blancs et riches) et les favélas (pauvres et noires). La violence qu’on expose dans les médias n’est que la rencontre de ces deux mondes que tout sépare.

Dans les banlieues, la violence est endémique. La publication annuelle de *l’Atlas de la violence* ne laisse aucun doute: Avec 60.000 morts violentes par an, le Brésil est un des pays les plus violents au monde (plus violent que la Syrie). Depuis la fin des années 80, le narcotrafic a pris le contrôle des favélas qui alimentent la consommation de marihuana, de cocaïne et d’ecstasy des enfants de la bourgeoisie. Des factions rivales sont engagées dans une course à l’armement et, occasionnellement, ils se font la guerre. Le Brésil est devenu un nœud du trafic international. Depuis les années 90, les milices paramilitaires sont apparues dans les favelas. Formées par des policiers, militaires et pompiers, ils pratiquent l’extorsion, vendent des services illégaux (transport, gaz, télé à câble, etc.) et proposent leurs services de protection contre les gangs de trafiquants (Misse, 2018).

A Rio de Janeiro, la peur est palpable. Faute de moyens, le programme de pacification des favélas (UPP) et le pacte d’accélération de la croissance (PAC) du gouvernement Dilma ont misérablement échoué. L’Etat ne contrôle pas les territoires et n’a pas le monopole de la violence. La crise économique a renforcé les illégalismes de toute sorte. Les braquages de bars et de restaurants, les attaques à main armée, les vols de marchandises transportées ont explosé. La corruption généralisée des « grands » a sans doute encouragé les « petits » à pratiquer le grand et le petit banditisme. Un sentiment d’insécurité générale s’est installé. C’est dans ce contexte de violence exacerbée que le président Temer a activé le dispositif constitutionnel de la Garantie de Loi et d’Ordre (GLO) et envoyé l’armée dans les rues et les bidonvilles de Rio de Janeiro.

Si Temer a ouvert la voie à une militarisation de l’ordre public, Bolsonaro s’y est engouffré. Capitaine de réserve, viré de l’armée pour cause d’un attentat à la bombe qu’il planifiait, il s’était fait remarquer lors de la séance de destitution de la présidente Dilma Rousseff par les hommages rendus au Colonel Brilhante Ustra, le tortionnaire sadique, seul et unique militaire qui a été condamné pour crime contre l’humanité pendant la dictature. Dès son élection, Bolsonaro s’est entouré de militaires. Il y en a presque autant dans son gouvernement que de civils. Plus de 2500 militaires occupent désormais les plus hautes fonctions de l’administration. Aux policiers et militaires qui commettent des bavures en action, il promet l’impunité. Toujours dans le registre de la violence, il incite tout un chacun à s'équiper en armes et affiche une complaisance plus que douteuse envers les groupes paramilitaires qui comptent parmi eux les assassins de Marielle Franco, femme politique, sociologue, Noire, lesbienne, devenue icône de la résistance.

e) Crise écologique

 Le lundi 19 août 2019, vers 16 heures, le ciel de São Paulo s’est obscurci. Des nuages de fumée venant du Paraguay, de la Bolivie et de l’Amazonie se sont abattus sur la plus grande métropole de l’Amérique latine et l’ont plongée dans l’obscurité. Davi Kopenawa, le leader spirituel des indiens Yanomami, dit que le ciel nous est tombé sur la tête. Les incendies de la forêt de l’Amazonie sont d’origine criminelle. Ils ont été allumés par des éleveurs de bétail, de trafiquants de bois et de prospecteurs de métaux nobles qui se sont sentis « encouragés » par la politique désastreuse de l’environnement du gouvernement Bolsonaro. Climatosceptique et férocement anti-écologiste, il a refusé de signer l’accord de Paris contre le réchauffement climatique. Après avoir désisté de son idée initiale de carrément abolir le ministère de l’environnement, il a nommé Ricardo Salles, un jeune politicien libéral lié aux ruralistes, pour assumer sa direction avec une mission destructive: démonter le programme de gouvernance environnementale de ses prédécesseurs, qui ont réagi avec un communiqué collectif dénonçant la « destruction systématique, constante et délibérée des politiques environnementales » ; soumettre le ministère de l’environnement aux dictats du ministère de l’agriculture; et arrêter « l’industrie des amendes » qui limite le rayon d’action du développement du secteur agro-alimentaire, de l’industrie et de l’exploitation minière. Répondant aux contre-feux internationaux, Bolsonaro allègue que les feux ont été allumés par des ONG’s, conteste les statistiques, insulte le président Macron et se moque de Brigitte, son épouse. C’est la première grande crise de son gouvernement. Sa popularité plonge, mais fidèle à ses habitudes, il se radicalise en attaquant la gauche, la presse et la communauté internationale.

Le discours inaugural de Jair Messias Bolsonaro devant l'Assemblée générale de l’ONU n'a surpris aucun Brésilien. Sans surprise, sans subtilité et sans diplomatie aucune, il introduit la post-vérité à l´ONU en niant de manière éhontée les évidences des images satellites des incendies, profane l'image des leaders indigènes de renommée mondiale, et récupère le discours postcolonial des minorités culturelles qu´il abhorre pour mieux affirmer le dogme souverainiste hérité du régime militaire: “intégrer pour ne pas se rendre” (“*integrar para não entregar*”): intégrer l’Amazonie au territoire et la développer en exploitant ses ressources pour ne pas la soumettre à la communauté internationale. Le projet de loi qui autorise l’exploitation minière, la prospection de pétrole et de gaz et la construction de barrages hydroélectriques sur des territoires indigènes sans possibilité de veto par ces derniers, mais moyennant une compensation financière, ouvrent la voie à la destruction du patrimoine écologique de l’humanité et le génocide des peuples indigènes.

f) Crise sanitaire

Nostalgique de la dictature, Bolsonaro pratique le négationnisme historique. En attisant le feu en Amazonie, il pratique aussi le négationnisme climatique. En traitant la Covid-19 comme une « grippette », il pratique encore et toujours le négationnisme scientifique. En effet, dès l’arrivée de la pandémie au Brésil, il minimise les risques de la pandémie, vitupère contre les grands médias et les accuse de fomenter une « véritable hystérie ». Sans masque et sans pratiquer les gestes barrière, il se ballade dans les rues, provoque des attroupements et multiplie les bains de foule en s’adressant à des manifestants d’extrême droite qui le soutiennent et demandent une intervention militaire.

Le 24 mars, Bolsonaro prononce un discours fatidique, le « discours de la mort », totalement irresponsable et criminel. Contrariant toutes les consignes officielles de l’Organisation Mondiale de la Santé et de son propre ministre de la santé, il appelle à la levée immédiate du confinement. En alléguant que la crise économique est bien plus mortifère que la crise sanitaire, que le pays ne peut et ne doit pas s’arrêter, que le Covid-19 n’est pas plus dangereux qu’un « petite grippe » qui touche uniquement les personnes âgées, que des personnes comme lui, avec son « histoire d’athlète », ne courent pas le moindre risque, il affirme que Dieu et la chloroquine vont sauver le pays. Il exige la réouverture immédiate des écoles et des commerces et annonce la levée du « confinement de masse ».

La réponse des hauts responsables de la république, des gouverneurs des Etats de la fédération, des maires et de la société civile est immédiate : il faut maintenir la politique du confinement et suivre les directives de l’OMS. Il faut, bien sûr, développer une politique intelligente qui agisse à la fois sur le virus et sur l’économie, mais la proposition de Bolsonaro de lever immédiatement le confinement pour tous, à l’exception des catégories à risque (« confinement vertical »), pour remettre l’économie en marche à tout prix n’est pas raisonnable. Le pacte fédératif commence à se déchirer. Quiconque s’oppose au déconfinement, à commencer par les gouverneurs de l’état de São Paulo et de Rio de Janeiro, est considéré par le gouvernement comme un ennemi.

Malgré les tentatives de maquiller les statistiques et une sous-estimation systématique de 90% des victimes et des morts du Covid-19, le Brésil devient l’épicentre de la contagion mondiale. Les hôpitaux de Manaus, Belém, Fortaleza, Recife, Rio de Janeiro et São Paulo sont saturés. A Manaus, 80% des patients qui entrent à l’hôpital terminent dans les fosses communes du cimetière. 40% des personnes contaminées meurent à domicile, faute de prise en charge d’urgence. Les chiffres sont affolants, comme s’ils étaient pris dans une course macabre avec les Etats-Unis.

En pleine pandémie, le président limoge son ministre de la santé qui tentait, bon gré mal gré, de suivre les directives de l’OMS. Le ministre sera remplacé par un administrateur du secteur privé qui sera mis sous tutelle d’un militaire. Trois semaines après, il démissionne lui aussi, son allégeance au président n’allant pas jusqu’à cautionner la chloroquine qui borne l’horizon sanitaire de Bolsonaro. Il sera remplacé par un militaire.

Le président sabote activement le confinement. Il veut remettre tout le monde au travail et déconfiner le pays avant l’heure pour remettre l’économie en marge. Il lance une campagne visant à “libérer” la population des affres de l’isolement. Son slogan “le travail, l’union et la vérité nous rendra libre” résonne comme un mélange improbable d’Auschwitz et de l’évangile selon Saint Jean (Jn 8.32). La mort des autres le fait ricaner, lui dont le geste le plus emblématique est le revolver pointé sur sa victime imaginée. “Et alors ? Je regrette. Que voulez-vous que j’y fasse ?”  Tel Néron face à Rome, il regarde l’épidémie flamber.

g) Crise militaire

La pandémie, doublée d’une crise économique, politique et constitutionnelle, mène à une crise de rationalité exacerbée qui rend le système ingouvernable. La désagrégation du système ne touche pas seulement le monde de la vie, comme l’avait prévu Habermas, mais le transforme en monde de la mort.

En radicalisant ses positions, Bolsonaro s’enferme dans un anti-confinement politique dont il veut manifestement tirer parti pour provoquer une rupture constitutionnelle. Le coronavirus, voilà l'occasion! Le 19 avril, devant le QG des militaires à Brasília, il galvanise une foule de partisans putschistes qui demandent la fermeture du Congrès et du Tribunal Suprême Fédéral qui limitent le pouvoir exécutif. Le soir même, il divulgue sur les réseaux sociaux une vidéo où on le voit assister, confortablement installé dans un canapé au palais présidentiel, à un débat sur un coup d’Etat qui serait tramé par le président de la Chambre des députés. Il tient là le motif de son contre-coup d'État préventif, qui apparaît comme la seule solution possible face à l’establishment pro-confinement.

Entretemps, Bolsonaro perd sa caution morale: le fameux Sérgio Moro, Ministre de la Justice, démissionne. L’ancien juge qui avait condamné le président Lula à la prison et ainsi ouvert la voie à l’élection de Bolsonaro, refuse la mainmise de la Police Fédérale (l’équivalent du FBI) de Rio de Janeiro que le président veut lui imposer pour protéger ses fils qui sont impliqués dans des affaires criminelles en relation avec le sous-monde des milices paramilitaires et des brigades d’agit-prop sur Internet. Pour prouver ses accusations, Moro demande et obtient la libération de l’enregistrement d’une réunion ministérielle de fin avril. La vidéo montre les entrailles du gouvernement. Ce qui choque, ce n’est pas seulement le manque de bienséance et l’usage d’un langage cru, truffé de gros mots, mais surtout le fait que Bolsonaro et ses ministres les plus idéologiques se comportent comme une bande de délinquants, plus préoccupés par la fomentation de la guerre culturelle que par le combat contre la pandémie.

Bolsonaro ouvre la séance de façon péremptoire : le pays vit déjà sous la « dictature » du confinement et fait un appel à la désobéissance civile : « Je veux que tout le monde soit armé ! Un peuple armé ne tombera jamais sous l’esclavage ». Les ministres de l’éducation et des droits humains renchérissent, l’un en suggérant qu’il faut mettre en prison les juges de la cour suprême, l’autre en visant plutôt les gouverneurs des Etats et les maires qui restreignent la liberté de mouvement. Le ministre de l’environnement veut profiter de la focalisation médiatique sur la crise sanitaire pour faire passer en vrac une série de mesures « infra-légales » qui flexibilisent le code de l’environnement.

Après 500 jours de gouvernement, le masque est enfin tombé sur un projet de chaos cohérent, conséquent et tout à fait lisible. Comme chez Hamlet, il y a de la méthode dans la folie. Remarquons toutefois que le président lui-même n’est nullement fou, même si ses ministres, ses fils et ses partisans paraissent parfois hallucinés. La pandémie n’aura finalement que révélé et potentialisé une nécropolitique systématique. Bolsonaro sait qu’un jour il sera inculpé et condamné pour “écocide” (l’Amazonie en feu), “populicide” (la Covid-19) et “ethnocide”, voire même génocide, car s’il met à jour son projet de colonisation de l’Amazonie, la destruction des peuples indigènes -si tant est qu’ils survivent à la Covid-19- sera inévitable. Peut-être est-ce même parce qu’il se sait perdu qu’il se permet toutes les outrances et hâte le pas vers le chaos.

Car le chaos est désormais le chemin le plus sûr vers une dictature qui lui permettrait de rétablir l’ordre qu’il a lui-même détruit. Les anciens ministres de la défense, tous gouvernements confondus, lancent un appel aux forces armées pour qu’elles restent dans leurs casernes. Le fait que les militaires ne se soient toujours pas clairement positionnés est pour le moins préoccupant et cela d’autant plus que quelques généraux à l’intérieur même de son gouvernement menacent d’activer l’article 142 de la Constitution qui autorise une intervention de l’armée en cas de disruption de la sécurité publique. On pourrait même avancer la thèse que les militaires sont déjà au pouvoir et que ce sont eux qui gouvernent le pays. Ce n’est pas parce qu’ils ne réussissent pas à contrôler le président qu’ils ne contrôlent pas le pays.

Avec la montée aux extrêmes, il me semble que le Brésil n’a désormais (fin mai) plus que trois options : la destitution du président, le coup d’Etat ou la guerre civile. En cas de destitution, son vice-ministre, le général Hamilton Mourão, autre adepte de “l’auto-coup” à la Fujimori (Pérou, 1992), devrait assumer la présidence. On pourrait alors s’attendre à un gouvernement par intérim, tout-à-fait à droite et clairement autoritaire, mais tout aussi confronté à la pandémie aggravée par l’accumulation des crises. Comme il est peu probable que Bolsonaro accepte les règles de l’Etat de droit, l’impeachment (tout comme l’annulation rétroactive des élections) est une procédure risquée. On peut craindre que les brigades armées, les formations criminelles paramilitaires et les partisans d’extrême droite qui le soutiennent mordicus déchaînent la violence. Le coup d’Etat, c’est-à-dire la fermeture du Tribunal Suprême Fédéral et du Congrès, signifierait le retour à la dictature. Comme Bolsonaro perd de plus en plus le soutien de la population et ne représente désormais plus que sa frange la plus radicalisée, la répression devrait être sanglante et brutale. Comme les armes circulent déjà, on s’achemine ainsi possiblement vers une guerre civile. Quoi qu’il arrive, et on sait déjà que les effets économiques de la pandémie seront effroyables, le Brésil ne dispose plus d’aucune bonne carte. Le système s’effondre. Une autre décennie perdue est malheureusement l’horizon le plus probable.

**Conclusion : Une collapsologie politique**

L’analyse de la conjoncture que j’ai proposée dans cet essai de collapsologie politique tire son inspiration de la théorie des systèmes et de la théorie critique. Elle est à la fois systémique et critique. D’une part, elle analyse la conjoncture comme une série de défaillances systémiques : au fur et à mesure que les crises s’accumulent, l’un après l’autre, les sous-systèmes collapsent : la crise économique retire les droits acquis des travailleurs, renforce l’informalisation du travail et conduit au retour massif de l’indigence; la crise politique se transforme en crise de gouvernabilité et se termine avec un coup d’Etat parlementaire qui ouvre la voie à un populisme d’extrême droite; la crise institutionnelle s’exacerbe quand la constitution perd sa force, la division des pouvoirs est ouvertement contestée et le droit devient une source d’instabilité; la crise sécuritaire amène à une (para)militarisation du contrôle des favélas et à une politisation des forces armées; la crise écologique détruit la forêt amazonienne et, par répercussion sur l’écosystème planétaire, accélère l’arrivée de l’anthropocène; la crise sanitaire politise la pandémie virale à outrance et le coronascepticisme conduit le gouvernement à commettre un ‘populicide’; la crise militaire intervient lorsque les forces armées ne défendent plus la constitution, mais deviennent elles-mêmes un force anti-démocratique ; la crise devient existentielle quand les citoyens voient arriver la catastrophe et l’accompagnent en temps réel, mais, incapables de l’arrêter ou de se projeter dans le futur, sombrent dans la dépression et l’angoisse.

D’autre part, j’ai également voulu déployer l’analyse systémique dans le registre critique d’un diagnostic du présent (*Zeitdiagnose*). Je me suis appuyé librement sur la théorie de la crise de légitimation de Habermas pour décrire comment la crise économique s’est progressivement déplacée du système au monde vécu. La violence qui marque le Brésil depuis toujours m’a toutefois forcé à introduire une inflexion postcoloniale dans la théorie critique : au Brésil, le monde de la vie s’est biopolitiquement transformé en monde de la mort. Comme la situation est critique et que le scénario brésilien représente un cas extrême qui révèle en toute sa cruauté ce qui peut arriver ailleurs si les règles les plus élémentaires de l’Etat de droit perdent leur validité, je ne crois pas qu’il soit nécessaire à ce point de monter une défense argumentée de la civilisation contre la barbarie. L’analyse systémique et le diagnostic sont inséparables. La description de l’implosion des systèmes et l’analyse de l’hypercrise qui met la société en abîme comportent déjà un jugement. Comme disent les journalistes, « les faits parlent pour eux-mêmes ». L’exacerbation et la condensation de toutes les crises dans une crise humanitaire ne peut laisser personne indifférent – même pas un Luhmann qui connaissait bien et aimait beaucoup le Brésil (Luhmann, 1997, II : 630-634 et 806-812).

**Références**

Abranches, S. et al. (2019): *Democracia em risco. 22 ensaios sobre o Brasil hoje*. São Paulo : Companhia das letras.

Avritzer, L. *et al.* (org.): *Corrupção. Ensaios e críticas*. Belho Horizonte: UFMG.

Avritzer, L. (2016): *Impasses da democracia no Brasil*. São Paulo: Civilização brasileira.

Avritzer, L. (2019): *O pêndulo da democracia*. São Paulo: Todavia.

Botelho, A. & Starling, H. (org.): *República e democracia. Impasses do Brasil contemporâneo*. Belo Horizonte: UFMG.

Brown, W. (2006): « American Nightmare: Neoliberalism, Neoconservatism, and De-democratization «, *Political Theory,* 34, 6, pp. 690-714.

Brunkhorst, H. (2012): *Legitimationskrisen. Verfassungsprobleme der Weltgesellschaft*. Baden-Baden: Nomos Verlag.

Dobry, M. (1992): *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*. Paris: Sciences Po.

Fraser, N. (2015): « Legitimation Crisis? On the Political Contradictions of Financialized Capitalism », *Critical Historical Studies* 2, 2, pp. 157-189.

Freyre, G. (1998): *Casa-Grande & Senzala*. Rio de Janeiro: Editora Record.

Grün, R. (2018) : Da pizza ao impeachment. Uma sociologia dos escândalos no Brasil contemporâneo. São Paulo : Alameda.

Habermas, J. (1973): Legitimationsprobleme *im Spätkapitalismus*. Frankfurt am Main: Suhrkamp.

# Jinkings, I. et al. (2016): *Por que gritamos golpe ? Para entender o impeachment e a crise política no Brasil*. São Paulo: Boitempo.

# Klem, B., Pereira, M. et Araujo, V. (org.) (2020): *Do fake ao fato. (Des)atualizando Bolsonaro*. Vitória: Mil Fontes.

# Land, N. (2012): « *The Dark Enlightenment* ».

# URL: <http://www.thedarkenlightenment.com/the-dark-enlightenment-by-nick-land/>

# Latour, B. (1987): *Science in Action: How to Follow Scientists and Engineers through Society.* Cambridge: Harvard University Press.

# Levitsky, S. & Ziblatt, D. (2018): *How Democracies Die*. New York: Crown.

Luhmann, N. (1997) : *Die Gesellschaft der Gesellschaft*. Frankfurt am Main : Suhrkamp.

Maricato, E. et al. (2013): *Cidades rebeldes. Passe livre e as manifestações que tomaram as ruas do Brasil*. São Paulo: Boitempo.

Misse, M. (2018): « Violence, Criminal Subjection and Political Merchandise in Brazil: An Overview from Rio », *International Journal of Criminology and Sociology*, 7, pp. *135-148*.

Safatle, W. (2017): *Só mais um esforço*. São Paulo: Três estrelas.

Santos, W.G. (2017): *A democracia impedida. O Brasil no século XXI*. Rio de Janeiro: FGV.

Singer, A. (2012): *Os sentidos do Lulismo. Reforma gradual e pacto conservador*. São Paulo: Companhia das Letras.

Singer, A. (2018): *O Lulismo em cise. Um quebra-cabeça do período Dilma (2011-2016)*. São Paulo: Companhia das Letras.

Souza, J. (2016): *A radiografia do golpe*. Rio de Janeiro: Leya.

Souza, J. (2017): *A elite do atraso. Da escravidão à Lava Jato*. Rio de Janeiro: Leya.

Streeck, W. (2013): *Gekaufte Zeit: Die vertagte Krise des demokratischen Kapitalismus*. Berlin: Suhrkamp.

Vandenberghe, F. (2020): « Sociologie de la conjoncture, de la structure et de la démocrature au Brésil », *Problèmes d’Amérique Latine* (sous presse).

Vidal, D. (2016): *Le Brésil. Terre des possibles*. Rennes: PUR.

1. Professeur de sociologie à l’Institut de philosophie et de sciences sociales de l’Université Fédérale de Rio de Janeiro (IFCS-UFRJ). Une première version de ce texte a été présentée dans le Groupe de recherche sur le Brésil contemporain (GRBC) à l’EHESS à Paris en février 2020. Je reprends et systématise des analyses que j’ai présentées entre 2017 et 2020 dans Libération et sur le site de AOC Média. Je remercie Afrânio Garcia pour son invitation, Jean-Francois Véran pour sa collaboration et Luc Boltanski pour son commentaire. [↑](#footnote-ref-1)
2. Depuis 2013, les « analyses de la conjoncture » foisonnent – voir, entre autres, Avritzer (2016 et 2019), Safatle (2017), Santos (2017), Singer (2018) et Souza (2016 et 2017), ainsi que les recueils d’articles dans Botelho et Starling (2017), Abranches et al. (2019) et Klem et al. (2020). [↑](#footnote-ref-2)
3. Pour une analyse plus conceptuelle de la relation entre événements, conjoncture et structure, je me permets de renvoyer le lecteur au texte complémentaire sur le Brésil (Vandenberghe, 2020). [↑](#footnote-ref-3)